

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Procès du meurtrier de deux inspecteurs du travail

Interview de Gérard Filoche pour le Dauphiné libéré

- Social -

Date de mise en ligne : samedi 17 mars 2007

Démocratie & Socialisme

Le 2 septembre 2004, en Dordogne, deux inspecteurs du travail ont été tués dans l'exercice de leur fonction. C'est la première fois, en France, qu'un tel drame se produisait. Avez-vous senti monter la violence à l'encontre de votre profession ?

GF : - Bien sûr, il y avait des signes avertisseurs, davantage d'agressions, d'infractions et de délits en matière de droit du travail. La délinquance patronale s'est accrue ces derniers temps, mais c'est la première fois en 112 ans de l'histoire de l'inspection du travail, en France, qu'un tel assassinat se produit. Il a fallu un contexte fort et inquiétant pour qu'on en arrive là.

On a beaucoup parlé, à l'époque, du « coup de folie » d'un homme désespéré. La détresse du monde paysan, et de certains « petits patrons », n'est-elle pas une réalité ?

Cette affaire n'a quasiment rien à voir avec la détresse du monde paysan. L'homme, ancien militaire de carrière, puis patron d'assurances, ne savait rien de la terre.

Les débats aux Assises de Périgueux du 5 au 9 mars montreront peut-être qu'il était lié, assureur, avec la société qui faisait un trafic de main d'œuvre marocaine pour amener ainsi de pauvres saisonniers du Maghreb, surexploités, dans ses champs. Derrière, le fond de l'affaire, c'est du travail forcé, du trafic d'ouvriers agricoles saisonniers immigrés.

S'il y a une « détresse paysanne » c'est celle de ces saisonniers que mes deux collègues venaient secourir à l'occasion de leur contrôle : Duviau les a abattus à cause de cela, pour une affaire de gros sous. Ce n'était pas un « coup de folie », il avait annoncé une semaine à l'avance à un témoin « - Tu vas voir, je vais être dans les journaux et pas en bien », sur le moment, le 2 septembre 2004, à 16 h, dans sa ferme, il ne s'est pas emporté, il n'a pas crié, il a fait semblant d'aller chercher les registres, il est revenu et il a tué deux fois, froidement.

Les inspecteurs du travail, à l'époque, avaient fait savoir leur sentiment d'abandon. Ils seraient les « mal aimés » du service public...

Vous savez, il y a tout une campagne idéologique contre le code du travail et les droits des salariés, qui empêcheraient prétendument de produire et de mondialiser en rond pour le plus grand avantage du capital financier... Mme Parisot, présidente du Medef l'illustre quand elle dit que « la liberté de penser s'arrête là où commence le Code du travail ». Quand André Daguin, patron de l'Hôtellerie devant l'université du Medef, le 30 août 2004, explique qu'il préfère les patrons qui « coupent », et de façon générale, les assassins aux escrocs car au moins, ils sont plus sincères...(cf p 114 de mon livre cité)

Cela rappelle Le Pen lorsqu'il tient des propos racistes, il y a toujours à l'autre bout du pays, un exalté qui prend un fusil et tue deux Maghrébins... Là, pour la première fois depuis 112 ans qu'existait l'inspection du travail, il y a eu un exploitant agricole exalté qui a pris son fusil et a tué deux inspecteurs du travail !

Ce n'est pas un « fait divers » mais un « fait de société ».

En face de cela, ce que nous voulons, ce n'est pas être plus « aimés », mais être respectés dans nos missions car nous défendons les lois de la République face au marché, les droits des plus faibles dans les entreprises. Il faut rétablir un Code du travail plus protecteur, mieux valorisé, mieux sanctionné et doubler les sections d'inspection du travail qui sont en nombre dérisoire sur le territoire (427 pour 1,2 millions d'entreprises et 16 millions de salariés

concernés).

Depuis la tragédie de Saussignac, la situation a-t-elle évolué positivement. Avez-vous davantage de moyens, de soutiens, de considération ?

Non rien, n'a changé. Cela s'est même dégradé, il y a davantage d'agressions, moins de respect, moins de sanctions. Le climat anti Code du travail s'est exacerbé dans les hautes sphères, surtout avec le Cne qui permet, contre toutes les déclarations des droits de l'homme et contre la convention 158 de l'Oit pourtant signée par la France, de « licencier sans motif ». Nous avons essayé de briser le mur du silence qui tuait une deuxième fois nos collègues Sylvie Trémouille et Daniel Buffière. On a moins parlé de leur mort en mission que de celle de... l'ours Cannelle. A la différence de la disparition de deux gendarmes ou de deux policiers, il y a eu une conspiration du silence que je décris en détail jour après jour dans mon livre « On achève bien les inspecteurs du travail ». Au Brésil en janvier 2004, trois inspecteurs du travail avaient aussi été assassinés alors qu'ils luttent contre le travail forcé mais là-bas le soir même le Président Lula avait pris la parole à la télévision, pour leur rendre hommage et condamner l'assassin... On attend encore en France une réaction de même niveau de la part du Président Chirac.. Le ministre Borloo avait appelé solennellement à la « priorité dans la lutte contre le travail illégal » : mes collègues tués en menant cette lutte, ont été enterrés le 7 septembre 2004, le 21 septembre, Borloo avait « cent minutes pour convaincre » à la télévision, il n'a pas trouvé une minute pour rendre hommage à nos deux collègues. Il est même question de brader le Code du travail à marche forcée lors d'un Conseil des ministres en mars 2007...(cf pièces jointes)

Qu'attendez-vous de ce procès, où tous les syndicats de l'Inspection du travail se sont portés partie civile ?

Nous ne sommes ni juges, ni jurés, les Assises doivent se tenir sereinement, nous n'avons aucune exigence en ce qui concerne le verdict lui-même - sauf à ce que les familles de nos deux collègues et victimes obtiennent justice. Mais nous voulons, à cette occasion, être entendu par l'opinion :

- ▶ pour un meilleur code du travail protecteur,
- ▶ pour un doublement des sections de l'inspection du travail,
- ▶ pour davantage de suite à nos procès-verbaux, de sanctions contre la délinquance patronale,
- ▶ en défense d'un ordre public social juste pour toutes et tous, contre la précarisation des statuts,
- ▶ pour le respect et la dignité des humains qui travaillent et produisent les richesses de notre pays : ils ont droit à ce que la République et son inspection du travail, indépendante et respectée, les défendent...

Gérard Filoche

est inspecteur du travail, membre du conseil national du Ps, et auteur de nombreux livres sur la question sociale. Dont : « On achève bien les inspecteurs du travail » Ed JC Gawsevitch déc 2004 et « La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail ne le serait-il pas ? » Ed JC Gawsevitch nov. 2006